

Communiqué de presse

Les élus locaux dénoncent les fermetures de commissariats de police au mépris de toute logique d'aménagement du territoire

Alors que des menaces sérieuses de fermeture pèsent sur les commissariats d'Annonay (Ardèche), de Fourmies (Nord), de Graulhet et de Carmaux (Tarn), de Montbrison (Loire), de Pertuis (Vaucluse), et de Port Saint-Louis du Rhône (Bouches du Rhône), les élus locaux dénoncent le seul souci comptable du Gouvernement au mépris de toute logique d'aménagement du territoire.

Les sept communes aujourd'hui concernées par la fermeture de leur commissariat de police comptent toutes moins de 20.000 habitants et sont déjà fragilisées par le départ progressif d'un certain nombre de services publics. En toile de fond, la révision générale des politiques publiques et la suppression d'un nombre important de fonctionnaires, y compris dans les services de sécurité publique. 9.000 postes ont ainsi disparu ces trois dernières années dans la Police nationale.

Le Gouvernement n'a en effet pas attendu la crise pour mettre en œuvre une politique d'austérité et cette rigueur s'exerce toujours au détriment des populations les plus fragiles et des territoires les plus isolés. C'est à présent la sécurité des biens et des personnes qui fait l'objet d'un plan général d'économie. Ceci n'est pas acceptable et ça l'est d'autant moins que le Président de la République a toujours fait de la lutte contre l'insécurité sa priorité.

Cette priorité ne semble aujourd'hui concerner que les zones métropolitaines où les renforts policiers appelés à créer des unités de police d'agglomération déshabillent littéralement les territoires ruraux. La sécurité n'intéresserait donc plus que les zones urbaines, tout comme la santé, l'éducation, la justice ou les moyens de communication. Les élus locaux dénoncent ainsi une politique d'aménagement du territoire partielle qui fait fi du principe républicain d'égalité des chances.

Les maires des communes concernées regrettent par ailleurs l'absence de réelle concertation qui leur est pourtant promise par l'Etat. Les fermetures de commissariat semblent être décidées et la consultation, si elle a lieu, n'apparaît que de pure forme. Cela rappelle la désastreuse réforme de la carte judiciaire de 2007, supprimant carrément la justice de proximité et dont les premières victimes sont encore une fois les plus fragiles.

Les informations sur les moyens mis en place pour suppléer ces fermetures sont également trop rares et très aléatoires en fonction des territoires concernés. Le remplacement des forces de police par celles de gendarmerie ne suffit pas à rassurer car trop peu de garanties sont offertes sur les effectifs et les missions qui leur seront données.

Avec la réforme des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle qui affaiblissent considérablement les petites communes, ces dernières n'auront donc plus les moyens de leur sécurité. Le Gouvernement fait ainsi peser sur les plus petites villes de bien lourdes responsabilités.

Signataires :

- Olivier DUSSOPT, Député-Maire d'Annonay (Ardèche)
- Michel TESTON, Sénateur, Conseiller Général de l'Ardèche
- Yves CHASTAN, Sénateur de l'Ardèche, Maire de Privas

- Alain BERTEAUX, Maire de Fourmies (Nord)
- Jean-Luc PERAT, Député du Nord, Conseiller Général, 1^{er} Vice-président de la Communauté de Communes Action Fourmies et environ

- Claude FITA, Maire de Graulhet (Tarn)
- Alain ESPIÉ, Maire de Carmaux (Tarn)
- Thierry CARCENAC, Député, Président du Conseil Général du Tarn
- Jacques VALAX, Député du Tarn

- Liliane FAURE, Maire de Montbrison (Loire), Conseillère Générale, 1^e Vice-présidente de la Communauté d'Agglomération Loire-Forez
- Régis JUANICO, Député de la Loire
- Jean-Louis GAGNAIRE, Député de la Loire, Vice-président du Conseil Régional de Rhône-Alpes
- Jean-Claude FRECON, Sénateur de la Loire

- Jean-Marc CHARRIER, Maire de Port Saint-Louis du Rhône (Bouches du Rhône)
- Michel VAUZELLE, Député des Bouches du Rhône, Président du Conseil Régional de PACA